

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1013 le 18 février 2018

Dans ce numéro

Le groupe terroriste Jundallah n'est plus autorisé à poursuivre ses activités au Pakistan...

(Page 2)

Au Mali, un proche d'Iyad Ag Ghali tué par l'armée française près de la frontière algérienne...

(Page 4)

Avertissement de la communauté du renseignement des États-Unis sur le risque de guerre spatiale entre les superpuissances...

(Page 5)

Un nouveau missile anti-aérien russe testé avec succès au Kazakhstan...

(Page 6)

Londres envisage l'utilisation d'un logiciel capable de bloquer plus de 90% des vidéos de l'État islamique...

(Page 7)

Un cargo russe transportant du matériel militaire intercepté par les douanes tunisiennes au large de Sfax...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La première attaque américaine contre la Corée du Nord sera une cyberattaque...

Ces six derniers mois, les États-Unis auraient établi en secret des bases pour mener des cyberattaques contre la Corée du Nord. C'est ce qu'a rapporté vendredi la prestigieuse revue américaine *Foreign Policy*. À en croire six responsables, anciens ou en poste, des services de renseignement américains cités par le magazine, l'opération en question comprend l'installation de câbles et de dispositifs permettant l'écoute et la surveillance à distance, et ce en vue d'accéder au réseau internet du pays communiste. L'un de ces responsables a affirmé que les orientations technologiques des États-Unis étaient en train de changer complètement, avec en point de mire la Corée du Nord. Plusieurs milliards de dollars sont ainsi investis dans la collecte de renseignements géographiques, de communications et d'images satellites. Leur première attaque contre le régime de Kim Jong-un serait alors une cyberattaque. *Foreign Policy* a également évoqué le fait que, ces derniers mois, les autorités militaires et de renseignement des États-Unis avaient publié des annonces de recrutement pour des analystes parlant le coréen, dont la mission consisterait entre autres à chercher des informateurs. À ce propos, un autre ex-responsable cité par la revue a indiqué qu'une rumeur courait selon laquelle les analystes bien entraînés seraient massivement affectés dans le Korea Mission Center créé par la CIA en mai dernier. Toujours selon lui, le DCS qui mène des activités d'espionnage dans le monde entier sous l'autorité de l'Agence de renseignement de la défense (DIA) a aussi augmenté ses agents chargés de la question nord-coréenne. Cela dit, le porte-parole de la DIA s'est refusé à donner des précisions à ce sujet.

(KBS World Radio, le 17-02-2018)

La Tunisie aurait refusé une proposition de l'OTAN portant sur le contrôle des opérations militaires à la frontière algérienne...

Le ministre de la Défense tunisien, Abdelkrim Zbidi, a affirmé que son pays a refusé une proposition de l'OTAN portant sur le contrôle des opérations militaires, l'analyse de l'information sécuritaire dans un centre de contrôle de l'armée tunisienne près de la frontière algérienne. Cette position a été, vraisemblablement, adoptée par la Tunisie sur insistance de l'Algérie. Selon le journal *El-Bilad* qui a rapporté l'information, Abdelkrim Zbidi a affirmé, lors d'une séance de questions orales au parlement tunisien, que l'OTAN a proposé à son pays l'organisation d'opérations de contrôle sur sa frontière avec l'Algérie sous la couverture d'une aide logistique et technique pour aider la Tunisie dans sa lutte contre le terrorisme, chose que nous avons refusée. « L'OTAN nous a proposé d'envoyer des experts permanents au centre militaire de Gabès pour veiller à la planification et au contrôle des opérations militaires et l'analyse de l'information sécuritaire pour lutter contre le terrorisme et ce, contre une aide de trois millions d'euros » a ajouté le ministre tunisien.

(Press TV, le 15-02-2018)

Le groupe terroriste Jundallah n'est plus autorisé à poursuivre ses activités au Pakistan...

Le ministère pakistanais de l'Intérieur a interdit d'activité le groupuscule terroriste connu sous le nom de Jundallah. En vertu de la loi 1997 portant sur la lutte contre le terrorisme, le groupuscule précité n'est plus autorisé à poursuivre ses activités au Pakistan. Islamabad a également interdit l'activité de la fondation Al-Haramain (Bonyad Al-Haramain) qui collectait des aides financières à destination de ce mouvement. Le gouvernement pakistanais affirme que ces nouvelles décisions s'inscrivent dans le cadre de la résolution 1267 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le ministère pakistanais de l'Intérieur a mis tous les renseignements sur le groupe terroriste de Jundallah à la disposition des services secrets du pays dont l'Inter-Services Intelligence (ou ISI) et la Federal Investigation Agency (FIA) avant de demander aux instances précitées de faire de leurs mieux pour arrêter immédiatement le chef de ce groupuscule et démanteler entièrement son fief.

(Press TV, le 14-03-2018)

Deux membres présumés d'Al-Qaïda tués par une frappe de drone américain au Yémen...

Au Yémen, deux membres d'Al-Qaïda ont été tués par un drone. Parmi les victimes figurerait l'un des chefs locaux de l'organisation terroriste. Les États-Unis sont les seuls à mener des attaques de drones au Yémen. Pour rappel, depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, ces raids se sont intensifiés.

(Médi-1, le 18-02-2018)

Dans une nouvelle vidéo, l'État islamique menace de perturber les prochaines élections égyptiennes...

Le groupe terroriste Daesh a menacé, dans une vidéo, de perturber les élections en Égypte. Le groupe terroriste promet dans cette vidéo de prendre pour cibles les Égyptiens qui décideraient de se rendre aux urnes pour la présidentielle prévue en mars. Les terroristes menacent également de commettre des attentats dans le désert du Sinaï. Le groupe takfiro-wahhabite de Daesh a publié cette vidéo terrifiante simultanément au début d'une nouvelle opération militaire de l'armée égyptienne dans le Sinaï qui s'est transformé en un nouveau terrain d'activités pour Daesh. Le groupe criminel, qui considère la tenue des élections comme étant quelque chose de polythéiste, menace de viser les bureaux de vote partout dans le pays. L'armée égyptienne a lancé une vaste opération anti-terroriste le vendredi 9 février dans le désert du Sinaï. Le ministère égyptien de l'Intérieur a instauré l'état d'urgence dans diverses régions du pays. Baptisée *Sinaï 2018*, l'opération, lancée à un mois et demi de l'élection présidentielle, mobilise notamment les forces aériennes et navales contre les organisations terroristes et criminelles, selon l'armée.

(Press TV, le 13-02-2018)

Dans le nord-ouest du Cameroun, un sous-préfet enlevé par des sécessionnistes présumés...

Au Cameroun, enlèvement à 412 kilomètres de Yaoundé, la capitale, d'un sous-préfet dans la partie anglophone du pays : Marcel Namata Diteng était en poste à Batibo dans la région du nord-ouest. Les auteurs de son enlèvement appartiendraient à la branche armée des sécessionnistes anglophones. Le sous-préfet de Batibo a été enlevé par trois individus armés sur la place des fêtes de cette localité. L'enlèvement est survenu alors que Marcel Namata Diteng était venu s'enquérir des préparatifs du défilé marquant la fête nationale de la jeunesse. Un défilé qu'il n'a pu présider puisqu'il s'est retrouvé nez-à-nez avec deux individus armés. Voyant leur attitude menaçante le sous-préfet de Batibo a tenté une fuite à bord de son véhicule de service. Malheureusement même son chauffeur avait été déjà neutralisé par une troisième personne appartenant au groupe du kidnapping. Plus tard dans la journée de dimanche, le véhicule du sous-préfet enlevé a été retrouvé calciné, a rapporté un député de la région. Via sa page *Facebook*, sur un post de propagande où l'on apercevait une voiture calcinée, le chef de la branche armée des sécessionnistes anglophones, Ayaba Cho, promettait l'enfer au sous-préfet enlevé.

(La voix de l'Amérique, le 12-02-2018)

Au Nigeria, plusieurs centaines de membres présumés de Boko Haram appelés à comparaître devant un tribunal militaire...

C'est aujourd'hui que doit débiter le méga-procès de Boko Haram au Nigeria. Des centaines de membres présumés du groupe extrémiste sont appelés à comparaître devant un tribunal militaire. Cela se passe dans le centre du Nigeria. Ce procès a été très décrié à son ouverture. C'était à l'automne

dernier. Le ministère de la Justice a assuré que certaines ONG et certains journalistes pourraient y avoir accès.

(Médi-1, le 12-02-2018)

Au Nigeria, quinze ans de prison pour un homme accusé d'avoir participé au rapt des lycéennes de Chibok...

Une première condamnation a été rendue publique aujourd'hui. Un des extrémistes écope de quinze ans de prison, reconnu coupable d'avoir participé au rapt des lycéennes de Chibok, plus de 200 jeunes filles kidnappées en 2014 dans le nord-est du pays. Des centaines de membres présumés du groupe terroriste sont jugés par un tribunal militaire.

(Médi-1, le 13-02-2018)

Au moins vingt-deux morts après un attentat suicide sur un marché du nord-est du Nigeria...

Au moins vingt-deux personnes ont été tuées et vingt-huit autres blessées dans un attentat suicide commis vendredi soir par trois kamikazes sur un marché dans l'État nigérian de Borno, nord-est, a rapporté l'agence de presse officielle *NAN*. La responsabilité de cet attentat n'a pas encore été établie, même si le groupe islamiste Boko Haram est connu pour avoir mené de nombreuses attaques sanglantes dans cette région, recourant parfois à de jeunes filles voilées comme kamikazes.

(Radio Chine internationale, le 17-02-2018)

Une attaque contre la ville somalienne d'Afgooye revendiquée par Al-Shabaab...

Les forces somaliennes ont repoussé samedi soir une attaque des miliciens islamistes shabaab près de la capitale, Mogadiscio, ont annoncé dimanche les autorités locales. Des combattants de ce groupe proche d'Al-Qaïda ont attaqué la ville d'Afgooye, à environ 30 km au sud-ouest de Mogadiscio, a indiqué le chef de la police locale, Abdulkadir Osman. « Ils ont attaqué la ville et nos forces ont réagi. Les combats ont duré un certain temps avant que nos forces ne les repoussent » a-t-il déclaré à la presse, assurant avoir désormais un contrôle total d'Afgooye. Selon lui, plusieurs assaillants ont été blessés, tandis qu'on ne compte aucune victime dans le camp des forces gouvernementales. « Trois civils ont également été blessés dans l'attaque » a-t-il ajouté. Les shabaab ont revendiqué la responsabilité de l'attaque.

(Radio Chine internationale, le 12-02-2018)

Reddition d'un commandant shabaab dans le sud de la Somalie...

Un haut commandant de la milice islamiste des shabaab s'est rendu vendredi aux autorités somaliennes dans le sud du pays, a annoncé un responsable local, Isaaq Hussein Mursal. Cet administrateur local de la région de Gedo a précisé à des journalistes qu'Abdinor Moallim Hassan s'était rendu aux autorités dans la ville de Bardhere. « Il était armé d'une kalachnikov et de six pistolets » a-t-il indiqué. L'administrateur a fait savoir que les autorités étaient prêtes à accueillir tous les transfuges de cette milice dans le cadre du programme d'amnistie annoncé l'année dernière. La reddition du commandant Hassan s'ajoute à plusieurs défections d'insurgés shabaab de rang moyen et élevé, alors que les forces somaliennes et de l'Union africaine intensifient leurs offensives contre ce groupe terroriste. La semaine passée, plusieurs opérations militaires ont été menées dans le sud du pays, notamment dans la région de Basse-Shabelle, qui demeure un fief de la milice. La direction des shabaab n'a pas encore commenté cette reddition.

(Radio Chine internationale, le 17-02-2018)

Dix terroristes présumés tués lors d'une opération des forces françaises, dans le nord-est du Mali...

Au Mali, dix djihadistes présumés ont été tués dans une attaque de la force française *Barkhane*, dans la zone de Tinzaouatène, à la frontière avec l'Algérie. Une opération menée par l'armée française a été signalée à Inaghalawass à quelques centaines de kilomètres de la frontière algérienne. Les bombardements ont débuté aux environs de 4 heures du matin et ont pris fin à 5 heures du matin. Il y a eu des échanges de tirs nourris avec des armes lourdes et automatiques au sol. Des véhicules ciblés ont été bombardés. Face à l'intensité des armes certains djihadistes et terroristes ont pris la fuite. Le bilan est de dix morts du côté des djihadistes. Trois véhicules, dont deux pick-up et un camion ont été détruits. Selon des sources locales les véhicules détruits appartiennent à Nosrat Al-Islam wa Al-Muslim d'Iyad Ag Ghali. L'opération de la force *Barkhane* visait un commandant de ce groupe terroriste qui

accompagnait avec ses hommes une cargaison d'armes et de munitions vers un sanctuaire à la frontière Mali - Algérie. Après cette attaque ciblée, la vaste zone de Tinzaouatène a été survolée par les avions militaires français qui sont basés actuellement à Tessalit.
(*La voix de l'Amérique, le 15-02-2018*)

Au Mali, un proche d'Iyad Ag Ghali tué par l'armée française près de la frontière algérienne...

Les forces françaises ont mené un raid important dans la nuit de mardi à mercredi tout près de la frontière algérienne. Selon l'armée tricolore, une vingtaine de terroristes ont été tués ou capturés. Parmi eux figure un proche du chef terroriste ciblé Iyad Ag Ghali. La mort de Malick Ag Wanasat a été annoncée par l'armée malienne. Cet ancien colonel avait fait défection en 2006 pour rejoindre les rangs des groupes terroristes. Il était ainsi devenu un des commandants militaires d'Iyad Ag Ghali, l'un des principaux leaders terroristes du Mali. Iyad Ag Ghali est aujourd'hui à la tête de la plus grande coalition terroriste du pays, affiliée à Al-Qaïda, et qui revendique la quasi totalité des attaques menées au Mali. C'est lui qui était la cible de ce raid mené dans la nuit de mardi à mercredi entre Boughassa et Tinzaouatène, tout près de la frontière algérienne. L'opération a commencé par des frappes aériennes puis un assaut a été lancé appuyé par des hélicoptères *Tigre* et le raid s'est conclu au sol. L'armée française affirme avoir tué ou capturé une vingtaine de terroristes, avoir détruit trois véhicules et récupéré des armes et un grand nombre de documents. En effet les photos qui circulent sur les réseaux sociaux montrent des véhicules à moitié détruits, complètement calcinés.
(*Médi-1, le 15-02-2018*)

Formation américaine pour une cinquantaine d'enquêteurs de Côte d'Ivoire...

En Côte d'Ivoire, la cinquantaine de policiers et de gendarmes poursuit sa formation sur la lutte antiterroriste, une formation dispensée depuis une semaine par deux agences fédérales américaines, une première dans la coopération sécuritaire entre les deux pays. Depuis l'attentat de Grand Bassam en 2016, la lutte contre les groupes extrémistes est devenue l'une des priorités des autorités. Cette formation de deux semaines en contre-terrorisme à destination d'enquêteurs de la police et de la gendarmerie ivoiriennes est dispensée par trois formateurs issus de la police fédérale, du FBI et de la DEA, l'agence américaine de lutte contre la drogue. Au programme : renforcement des capacités en matière de renseignement et d'enquête grâce à des cours théoriques et à des exercices de simulation. Le but est aussi de développer des synergies entre les différents corps.
(*Médi-1, le 12-02-2018*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Aux États-Unis, selon Dan Coats la menace russe pèserait toujours sur les élections...

La menace russe pèse toujours sur les élections aux États-Unis. Le chef du renseignement, Dan Coats, a prévenu les sénateurs que Moscou va reprendre les recettes qui ont marché en 2016 pour tenter d'influer sur les élections parlementaires américaines de novembre. M. Coats répondait hier aux questions de la Commission du renseignement du Sénat. Faux comptes sur les réseaux sociaux, campagnes de désinformation, piratage, Dan Coats considère que les élections de mi-mandat en 2018 seront une cible pour des opérations d'influence russes. Les réseaux sociaux *Twitter*, *Facebook* et *Google* sont accusés depuis plusieurs mois d'avoir malgré eux servit de plateformes à la propagande russe. *Twitter* a ainsi fermé près de 4 000 comptes douteux liés à une agence de propagande numérique basée en Russie. *Facebook* a pour sa part admis qu'environ 150 millions d'utilisateurs de son réseau et d'*Instagram* ont vu des contenus créés par des opérateurs russes pour influencer la présidentielle.

(*La voix de l'Amérique, le 14-02-2018*)

En 2018 la Corée du Nord devrait augmenter le nombre de ses tirs de missiles, selon Dan Coats...

Aux États-Unis, le directeur national du renseignement (DNI) a estimé que cette année la Corée du Nord tirera un plus grand nombre de missiles. Dan Coats a livré cette analyse lors de son audition aujourd'hui par la Commission du renseignement du Sénat sur l'état des menaces mondiales pour le pays. Selon lui, le programme nucléaire du pays communiste représente une grave menace pour les USA, du fait de la nature provocatrice et de l'instabilité dont fait preuve son jeune leader. L'heure de prendre une décision sur la réponse à y donner se rapproche donc plus que jamais. Il a alors évoqué la

menace du ministre nord-coréen des Affaires étrangères, qui avait évoqué l'année dernière l'éventualité d'un test atomique dans le Pacifique. Même tonalité dans les propos du patron de la CIA, Mike Pompeo. Effectivement, celui-ci a affirmé qu'il n'y avait aucun signe de changement dans l'ambition de Kim Jong-un de se doter d'une arme nucléaire pouvant toucher les États-Unis. Dans ce contexte, certains des responsables de l'administration Trump et des médias locaux commencent à préconiser une approche diplomatique avec le régime de Kim Jong-un, tout en exerçant un maximum de pression sur lui.

(KBS World Radio, le 14-02-2018)

En 2012 les services de renseignement sud-coréens auraient été impliqués dans les élections législatives et présidentielle...

Nouvelles révélations dans le cadre du scandale de manipulation de l'opinion publique avec des commentaires sur internet sous l'administration Lee Myung-bak. Le DSC, le commandement du renseignement de l'armée sud-coréenne, aurait surveillé en 2011 un millier d'ID d'internautes critiques à l'encontre du gouvernement de l'époque. D'après les révélations faites hier par la Task Force du ministère de la Défense chargée d'enquêter sur cette affaire, le DSC serait même allé jusqu'à bloquer certains de ces comptes en les dénonçant à tort comme émetteurs de codes malveillants. Le problème est que les agents auraient régulièrement briefé le bureau présidentiel des résultats de ses contrôles. Les e-mails échangés entre eux laissant supposer que de telles opérations auraient été demandées par la présidence ont été saisis lors des récentes investigations. Ce n'est pas tout. Ce groupe de travail a également dévoilé que le commandement cybernétique de l'armée avait mis en place une cellule dites *Équipe de la plume noire*, entre 2011 et 2013. Sa mission consistait à analyser les ID des personnes qui avaient écrit des commentaires critiques à l'encontre de l'administration de l'époque. 960 comptes ont ainsi été recensés et surveillés. De son côté, le ministère de la Défense a confirmé les soupçons révélés par la *KBS* la semaine dernière, selon lesquels le service du renseignement militaire se serait mêlé des élections législatives et présidentielle en 2012.

(KBS World Radio, le 15-02-2018)

Avertissement de la communauté du renseignement des États-Unis sur le risque de guerre spatiale entre les superpuissances...

Un document intitulé *Nouvelle évaluation mondiale des menaces contre les États-Unis et leurs alliés*, fournie par la Communauté du renseignement des États-Unis (IC), lance un avertissement sévère au sujet du déclenchement d'une guerre spatiale entre les superpuissances du monde. Selon l'IC, la Russie et la Chine se sont déjà attelées à la production d'armes anti-satellites. « Elles pourront très prochainement abattre nos satellites, d'ici deux à trois ans » affirme-t-elle. Le document de l'IC dont les informations ont été collectées par les agences membres, dont la CIA, le FBI et l'Agence de sécurité nationale, signale que la Chine et la Russie cherchent à promouvoir leurs systèmes de localisation, de télécommunication et de navigation spatiale et à augmenter le nombre de leur satellites. Et cela compromettrait la capacité militaire des États-Unis dans l'espace. De leur côté, les États-Unis ont développé leurs capacités scientifiques et spatiales. Leurs rivaux russes et chinois en ont fait autant. À titre d'exemple, ceux-ci seront en mesure de mettre en orbite des satellites météorologiques et de communications évolués de même qu'une gamme de satellites d'espionnage et de communications militaires. « La Chine et la Russie développent à l'heure actuelle tout un arsenal comprenant des armes capables de détruire tous les satellites américains en orbite terrestre basse » révèle le document. L'IC précise qu'en cas de guerre entre le tandem Chine/Russie et les États-Unis, elle ne serait pas restreinte à un affrontement sur la terre, mais que l'espace constituerait un futur champ de bataille. Si Pékin et Moscou arrivent un jour à mettre en service leurs armes spatiales, ils deviendront les plus grandes menaces du siècle contre la sécurité américaine. Ils ont déjà procédé à des modifications dans leurs infrastructures militaires et cela fait preuve de leur réelle volonté à évoluer en puissance. L'armée chinoise aurait mis en place des unités spécialisées et commencé une formation opérationnelle initiale avec des capacités de développement, tels que les missiles antisatellites lancés depuis le sol. La communauté du renseignement estime d'ailleurs que la Russie possède probablement une classe similaire d'armes en développement. Les deux pays font également progresser les armes à énergie dirigée, capables de brouiller les satellites en aveuglant les capteurs optiques sensibles tels que ceux utilisés pour la télédétection ou la défense antimissile. Ce document a été rendu public quelques semaines après que la Russie, dans un rapport similaire, avait accusé les États-Unis de développer des équipements spatio-militaires. Le chef de la diplomatie russe avait à cet égard affirmé que la

tentative américaine d'utiliser de telles armes dans l'espace compromettrait l'ordre et la sécurité internationale.

(Press TV, le 16-02-2018)

... MILITAIRE ...

Cap sur le golfe d'Aden pour le destroyer sud-coréen *Munmu le Grand*...

Quelques 300 soldats de la marine sud-coréenne sont partis aujourd'hui pour le golfe d'Aden. Il s'agit du vingt-sixième contingent de l'unité *Chunghae* déployée sur place depuis mars 2009, et le sixième à être transportée par le destroyer baptisé *Munmu le Grand*. Ce contingent prendra la relève de son prédécesseur jusqu'à la mi-août de cette année, pour, d'une part, lutter contre la piraterie au large de la Somalie - seul ou en coopération avec l'Union européenne - et d'autre part participer aux opérations de sécurité maritime des Forces maritimes combinées des États-Unis (CMF). Il escortera également des navires sud-coréens et étrangers. Avant leur départ, une cérémonie d'au revoir a été organisée au quartier général du commandement d'opérations de la marine à Busan, dans le sud-est du pays. Parmi les plus de 1 000 invités se trouvaient, entre autres, des commandants et des membres des familles des soldats envoyés.

(KBS World Radio, le 12-02-2018)

Un nouveau missile anti-aérien russe testé avec succès au Kazakhstan...

L'armée russe a testé avec succès un nouveau missile anti-aérien au centre d'essais de Sary Shagan, au Kazakhstan, a rapporté lundi un journal local. Ce missile anti-aérien modernisé a rempli sa mission avec succès et touché sa cible avec la précision voulue, a déclaré Andreï Prikhodko, commandant adjoint de la branche de défense anti-aérienne des Forces aérospatiales russes au journal russe *Krasnaya Zvezda*. Le général Prikhodko a également souligné que les caractéristiques tactiques et techniques du missile en matière de portée, de précision et de durée de vie dépassaient largement celles des missiles actuellement en service. Toutes les pièces du missile sont fabriquées en Russie, a-t-il indiqué. Le nouveau système de défense anti-aérienne peut intercepter des frappes simples ou multiples en utilisant des missiles balistiques intercontinentaux de nouvelle génération, a-t-il ajouté.

(Radio Chine internationale, le 12-02-2018)

Les forces de l'armée russe ont testé avec succès un nouveau missile intercepteur. Le missile doit être installé sur un système antibalistique A-135 destiné à protéger la capitale russe et stationné actuellement aux environs de la ville. Selon l'agence de presse russe *Sputnik*, le test a été fait depuis Sari Shaghtan au Kazakhstan. Le ministère russe de la Défense a publié des images de ce test de missile réussi. Le commandant adjoint de la force opérationnelle aérospatiale des forces aériennes et de défense antimissile, le colonel Andrei Prikhodko a déclaré que les caractéristiques techniques du missile intercepteur sont supérieures aux modèles existants. Il a ajouté que le missile était capable d'intercepter des attaques de missiles multiples y compris des missiles balistiques intercontinentaux de la nouvelle génération.

(Press TV, le 13-02-2018)

Vers un renforcement de la participation américaine aux prochaines manœuvres militaires internationales *Cobra Gold*...

Pour faire une démonstration de force contre la Chine, les États-Unis ont l'intention de participer cette année avec un plus grand nombre d'effectifs aux manœuvres des pays de la région indo-pacifique. Cette année, les États-Unis participeront avec un nombre plus important de militaires aux exercices conjoints *Cobra Gold* organisés à l'initiative de la Thaïlande, a annoncé *MehrNews*, alors que depuis le coup d'État de 2014 en Thaïlande, les États-Unis ne se sont guère montrés intéressés par les manœuvres dans la région indo-pacifique. Après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les États-Unis ont amélioré les relations avec la Thaïlande. Ainsi, cette année, 6 800 forces américaines participeront à ces manœuvres, soit un nombre deux fois supérieur à celui de l'année dernière. Apparemment, ces exercices, dont l'objectif est de faire une démonstration de force face à la Chine, revêtent une importance capitale pour les Américains qui n'ont pas encore décidé de la participation du Myanmar à ces exercices. Il est à noter que ces derniers jours, Washington feint de soutenir les Rohingyas, la minorité musulmane au Myanmar, alors qu'en réalité il cherche à faire pression sur ce pays pour réduire l'influence de la Chine. Les manœuvres *Cobra Gold* sont régulièrement organisées depuis plus de trois décennies. Cette année, 11 079 forces venues de 29 pays du monde y participeront.

(Press TV, le 13-02-2018)

En Chine, entrée en service de l'avion de combat furtif de 4e génération J-20...

La Chine a annoncé que son nouvel avion de chasse furtif est prêt pour le combat. Le site web de la chaîne CNN a publié le dimanche 11 février des images de ce chasseur J-20 de 4e génération. L'armée chinoise a annoncé sur son site web officiel que le J-20 de 4e génération avait été armé et officiellement mis en service au sein de l'armée de l'air. Depuis longtemps, les Chinois se targuaient que cet avion de chasse furtif serait un appareil performant en cas de confrontation avec les chasseurs furtifs américains F-22 et F-35. Les analystes disent que le J-20 est destiné à effectuer des opérations air-air et des attaques au sol.

(Press TV, le 14-02-2018)

Corée du Nord : selon le Congrès américain, la stratégie du *Bloody Nose* n'aurait pas été retenue...

La Maison-Blanche n'opte pas pour la stratégie dite du *Bloody Nose* ou du « nez ensanglanté ». C'est ce qu'ont affirmé, jeudi, les membres du Comité des relations extérieures du Sénat américain. Les médias américains avaient spéculé que l'administration Trump envisageait cette option de frappes militaires limitées sur la Corée du Nord afin de l'obliger à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique. À l'issue de l'audition de confirmation de Susan Thornton, qui a été nommée au poste de secrétaire d'État adjoint pour l'Asie de l'Est, la sénatrice démocrate Jeanne Shaheen du New Hampshire a déclaré que la Maison-Blanche lui avait clairement fait comprendre qu'il n'y avait pas de telle stratégie. Un autre sénateur, le républicain James Risch de l'Idaho, a pour sa part fait savoir, au cours d'une réunion qui a précédé cette audience, qu'un haut responsable de l'administration leur avait bien dit qu'une telle éventualité n'existait pas.

(KBS World Radio, le 16-02-2018)

... CYBERGUERRE ...

Londres envisage l'utilisation d'un logiciel capable de bloquer plus de 90% des vidéos de l'État islamique...

Le Royaume-Uni pourrait recourir à un logiciel capable de bloquer le contenu extrémiste sur internet. Ce nouveau logiciel, développé par la société ASI, basée à Londres, peut identifier et bloquer 94% des vidéos de propagande de l'État islamique avec une précision de 99,99%, a révélé mardi la ministre britannique de l'Intérieur, Amber Rudd, en visite à San Francisco. Mme Rudd s'est rendue à San Francisco pour rencontrer des géants de la technologie afin de discuter de la meilleure façon de combattre les extrémistes sur internet. Elle a indiqué que le logiciel serait offert aux petites entreprises technologiques qui ne peuvent pas mettre au point d'outil de ce type. Elle n'a pas exclu l'adoption d'une loi qui forcerait les entreprises de technologie à l'utiliser. « Nous n'excluons pas de prendre des mesures législatives si nous devons le faire » a-t-elle affirmé. Mme Rudd a rappelé que l'année dernière, les cinq attentats perpétrés sur le sol britannique avaient tous été inspirés par du contenu en ligne. « Il semble que ceux qui commettent des meurtres terroristes dans nos rues sont de plus en plus influencés par ce qu'ils lisent et voient en ligne » a affirmé Mme Rudd. L'année dernière, les partisans de l'État islamique au Royaume-Uni ont utilisé plus de 400 plateformes en ligne distinctes pour la propagande, selon le ministère britannique de l'Intérieur.

(Radio Chine internationale, le 14-02-2018)

Washington et Londres accusent Moscou d'être responsable de la cyberattaque *NotPetya*...

Le Royaume-Uni et les États-Unis ont pointé du doigt jeudi la responsabilité de Moscou, en particulier son armée, dans la cyberattaque *NotPetya* qui avait affecté plusieurs milliers d'ordinateurs à travers le monde en juin 2017 ; des accusations catégoriquement démenties par le Kremlin. L'attaque informatique *NotPetya* a été la plus destructrice et la plus coûteuse de l'histoire, selon le communiqué. De même, la Maison-Blanche prétend que la cyberattaque présumée russe était irresponsable et sans discernement et que cela entraînerait à coup sûr des conséquences sur le plan international pour Moscou. « Le virus destructeur *NotPetya* s'était à l'époque répandu à une grande vitesse partout dans le monde, infligeant des dégâts de milliards de dollars aux systèmes informatiques notamment à travers l'Europe, l'Asie et les États-Unis » ajoute le communiqué. Démarrée en Ukraine et en Russie avant de se propager au monde entier, l'attaque au rançongiciel (ransomware) avait contaminé des milliers d'ordinateurs. Elle avait notamment perturbé des multinationales et infrastructures critiques, comme les contrôles sur le site de l'accident nucléaire de Tchernobyl et les ports de Bombay et d'Amsterdam. Le Royaume-Uni a réitéré les accusations US qui s'inscrivent dans une série

d'imputations visant la Russie et son armée, désignées comme responsables de l'attaque informatique NotPetya.

(Press TV, le 16-02-2018)

Aux États-Unis, treize citoyens russes inculpés pour avoir tenté de discréditer Hillary Clinton...

Dans un document de trente-sept pages élaboré par le procureur spécial Robert Mueller et approuvé par la chambre d'accusation qu'il a formé à Washington, la justice américaine inculpe de complot trois entités russes, deux entreprises privées et l'Agence nationale de recherches sur internet. Elle inculpe aussi treize citoyens russes dont des hommes d'affaires. L'agence russe est accusée d'avoir disséminé de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux dans le but d'attiser les divisions parmi les Américains. Certains des inculpés sont accusés de s'être rendu aux États-Unis et d'y avoir organisé des événements politiques en se faisant passer pour des citoyens américains. Entités et individus sont tous accusés d'avoir, vers le milieu de la campagne présidentielle, tenté de discréditer Hillary Clinton et d'aider Donald Trump. Cependant le ministère de la Justice indique aussi que l'ingérence présumée des Russes n'a eu aucune influence sur le résultat du scrutin présidentiel américain lui-même. Du reste le dossier d'inculpation ne fait pas état de collusion entre la Russie et l'équipe Trump.

(Radio Vatican, le 17-02-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Un cargo russe transportant du matériel militaire intercepté par les douanes tunisiennes au large de Sfax...

En Tunisie, un bateau chargé de matériels militaires a été intercepté. C'était hier au large de Sfax. La presse locale parle d'un navire russe. Dans sa cargaison les douanes tunisiennes ont trouvé des camions et des blindés pour le transport de troupes. Elles évoquent dans leur communiqué la présence d'une vingtaine de conteneurs qui pourraient être remplis d'armes et de munitions.

(Médi-1, le 17-02-2018)

Renseignor
LE RENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Tel. : 0892230322 #2667 (0,36 €/mn)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com

CF2R

Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67